

Au moment où nous commençons les derniers travaux préparatoires en vue de la Troisième conférence d'examen, qui débutera le 27 août prochain, les perspectives sont incertaines. Il est certain qu'il y aura de nouveau un débat vigoureux sur ce que certains considéreront comme l'inobservation des obligations contractées par les puissances nucléaires aux termes de l'article VI. Il se peut fort bien que, comme en 1980, l'absence de progrès tangibles relativement aux dispositions de l'article VI mette en péril tout accord sur d'autres questions relatives aux garanties et à la coopération nucléaire internationale.

Compte tenu de son rôle central dans le contexte de la Troisième conférence d'examen, le débat en cours au sujet de l'article VI mérite qu'on s'y arrête. Au cours des cinq dernières années, c'est-à-dire depuis la dernière conférence d'examen, il n'y a pas eu de progrès sensibles sur la question du contrôle des armes nucléaires et du désarmement. De fait, le rythme de la course aux armes nucléaires s'est accéléré, aussi bien sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif. De plus, les pourparlers trilatéraux sur une interdiction complète des essais ont été abandonnés.

Bien que la reprise des négociations bilatérales entre les États-Unis et l'Union soviétique à Genève marque un tournant positif, le chemin à parcourir sera sans aucun doute long et ardu. Les États-Unis et l'URSS se sont fixés des objectifs élevés pour les négociations de Genève: la prévention d'une course aux armements dans l'espace et la cessation de la course aux armements sur terre; la limitation et la réduction des armes nucléaires; et le renforcement de la stabilité stratégique, devant mener au bout du compte à l'élimination complète des armes nucléaires. Bien que les deux parties aient convenu des objectifs, leurs vues sur la façon de les atteindre diffèrent totalement.

La Conférence sur le désarmement, qui a récemment terminé sa session du printemps, offre certaines possibilités de progrès en matière de contrôle des armements, mais malheureusement ces possibilités ne touchent pas au domaine nucléaire.

- À la conférence de Stockholm, qui a commencé sa deuxième année, l'Est et l'Ouest sont encore loin de s'entendre sur la façon d'envisager les mesures de confiance.

- Aux pourparlers de Vienne sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces (MBFR), qui ont repris en janvier, l'Est ou l'Ouest n'ont